

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie	1, fr. 50
Par porteur ou par la poste	
Togo, France et Colonies	1, fr. 75
Etranger	Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée	moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

lomé, le 24 janvier 1937.

GOUVERNEUR ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR
A MEMBRES DÉLÉGATION
MISSION PARLEMENTAIRE SANSANNÉ-MANGO

Au moment où Représentants Parlement Français pénètrent Territoire suis heureux leur adresser au nom tous élér ts population Togo mon salut déféré t cordial et souhaits de bienvenue.

MONTAGNÉ.

Sansanné-Mango, le 26 janvier 1937.

PRÉSIDENT DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE
A GOUVERNEUR LOMÉ

Délégation parlementaire sensible aux souhaits de bienvenue par vous exprimés vous prie assurer tous éléments togolais leur désir assurer mission à eux confiée par Parlement Français dans esprit étroite et confiante collaboration.

QUINSON.

Par décret du 24 Janvier 1937 le Gouverneur MONTAGNÉ a été promu au grade de gouverneur de deuxième classe des Colonies.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 4 juin 1936 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937).	66
Décret du 24 novembre 1936 modifiant l'arrêté du 1 ^{er} mars 1910 sur la solde et les allocations du personnel colonial. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937).	67
Décret du 25 novembre 1936 portant modification des droits de douane sur les fruits et légumes oléagineux. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937).	67
Décret du 26 novembre 1936 portant application aux colonies de la convention et des arrangements de l'union postale universelle, signés au Caire le 20 mars 1934. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937).	69
Décret du 29 novembre 1936 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 11 septembre et 14 novembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937).	69
Décret du 30 novembre 1936 approuvant une ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1936. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937).	70
Décret du 2 décembre 1936 rejetant une délibération du conseil d'administration du territoire du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937).	70
Décrets du 16 avril 1936 relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937).	71

- Décret du 3 décembre 1936 portant promulgation de la convention relative au statut international des réfugiés, signés à Genève le 28 octobre 1933. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937). 71
- Décret du 6 décembre 1936 complétant le décret du 13 janvier 1934 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 mars 1932 en ce qui concerne le classement dans la catégorie B de certains emplois aux colonies. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937). 71
- Décret du 6 décembre 1936 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 août 1936 relative à la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937). 72
- Décret du 12 décembre 1936 tendant à l'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, de la loi du 30 décembre 1931 et du décret du 4 octobre 1932 sur la répression des fraudes dans le commerce de l'essence de térébenthine et des produits résineux. (Arrêté de promulgation du 28 janvier 1937). 73

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 30 décembre 1936 formant le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1937. 75
- Arrêté du 30 décembre 1936 nommant M. Toqué Louis, contrôleur des douanes à Lomé membre fonctionnaire près la cour d'assises du Togo pour l'année 1937. 75
- Décision du 14 janvier 1937 accordant des primes à des planteurs togolais de caféiers. 75
- Décision du 14 janvier 1937 mettant des moto-concassateurs des Sociétés de prévoyance. 76
- Arrêté du 17 créant un poste de douane à (nord) ouvert aux importations (s). 77
- Arrêté du 19-37 autorisant la commune mixte de Képosser en 1937 des centimes additionnels et lui attribuant certaines recettes. 77
- Arrêté du 16 janvier 1937 portant modification à l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo. 77
- Arrêté du 20 janvier 1937 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le premier trimestre 1937. 78
- Arrêté du 22 janvier 1937 plaçant les subdivisions limitrophes du Togo sous mandat britannique et de la Gold-Coast sous le régime du danger imminent pour la santé publique. 78
- Arrêté du 23 janvier 1937 abrogeant l'arrêté n° 367 du 3 octobre 1936 prohibant toutes les sorties d'or du territoire du Togo. 79
- Circulaire du 19 janvier 1937 relative à la liquidation des droits des fonctionnaires indigènes décédés. 79
- Circulaire du 23 janvier 1937 sur le fonctionnement des Sociétés de prévoyance. 80
- Circulaire du 23 janvier 1937 sur l'organisation des centres d'achat. 80
- Circulaire du 23 janvier 1937 relative à l'état civil indigène. 81
- Circulaire du 23 janvier 1937 relative aux capacités fiscales les indigènes. 81

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL Européen et Indigène

(Mutations — Commission de classement — Affectations
— Nominations — Engagement — Augmentation

salaire — Admission à l'école d'agriculture de Porto-Novo — Peines disciplinaires — Démission — Forces de police). 81

ACTES DIVERS

Allocations aux métiers.	84
Commissions.	85
Création d'une Société.	85
Libération conditionnelle.	85
Paierie de Lomé.	85
Peste bovine.	85
Secours.	85
Comité de surveillance des prix.	85

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces. 86

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel des trésoreries coloniales

ARRETE N° 55 promulguant au Togo le décret du 4 juin 1936 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 4 juin 1936 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales;

ARRETE :

LE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 4 juin 1936 relatif à l'organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel dans les trésoreries coloniales, et tous les actes qui l'ont modifié, notamment le décret du 5 novembre 1924;

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 21 du décret du 6 août 1921 précité, modifié par le décret du 5 novembre 1924, sont remplacées par les dispositions ci-après :

« L'avancement dans le personnel des trésoreries a lieu, suivant le cas, par colonie, ou pour l'ensemble des colonies formant un groupe, dans les conditions suivantes :

« Au choix, exclusivement pour les nominations au grade de payeur, pour l'avancement des payeurs et pour les nominations au grade de commis principal hors classe.

« Au choix ou à l'ancienneté pour les nominations au grade de commis principal et pour les avancements

de classe des commis principaux et commis, la proportion réservée à l'ancienneté ne pouvant dépasser le tiers.

« Nul commis principal ne peut être promu au grade de payeur s'il ne compte au moins trois ans de services à compter de sa nomination à la deuxième classe du grade de commis principal.

« Nul commis ne peut être promu à l'emploi de commis principal s'il ne compte au moins deux ans de services dans la 1^{re} classe.

« Les inscriptions au tableau d'avancement pour le grade de payeur de la dernière classe et les nominations à ce grade peuvent porter sur l'ensemble des commis principaux hors classe, de première et de deuxième classe.

« Toutefois, en Indochine et en Afrique occidentale française, les inscriptions au tableau d'avancement pour le grade de payeur ne pourront porter que sur les commis principaux hors classe, de 1^{re} classe ou de 2^e classe ayant satisfait aux épreuves des examens d'aptitude à ce grade prévus pour ces deux groupes de colonies.

« L'avancement a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

« Le temps minimum exigé dans chaque classe pour l'avancement au choix est de dix-huit mois pour les commis et de deux ans pour les commis principaux et les payeurs.

« Pour l'avancement à l'ancienneté, le temps minimum exigé est dans tous les cas de trente-six mois.

« Nul agent ne peut être promu à la classe supérieure s'il n'a accompli dans la classe à laquelle il appartient neuf mois au moins de services effectifs dans la colonie pour les commis principaux et les commis et douze mois pour les payeurs ».

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1936.

Fait à Paris, le 4 juin 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Solde et accessoires du personnel colonial

ARRETE N° 56 promulguant au Togo le décret du 24 novembre 1936 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires du personnel colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 24 novembre 1936 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires du personnel colonial;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le

décret du 24 novembre 1936 modifiant le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires du personnel colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les actes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 68 du décret du 2 mars 1910 susvisé est modifié comme suit :

« I. — Sans changement.

« II. — Pour les agents remis d'office à la disposition de leur département d'origine, ces congés spéciaux sont accordés à solde entière dans la limite maxima de six mois, sauf prolongation à demi-solde pendant six autres mois.

« Le départ de ces congés est fixé suivant le cas :

« A compter du terme de la période prévue par l'arrêté de détachement;

« A compter de la date fixée pour la remise à la disposition du détachement d'origine, si cette remise a été décidée antérieurement au terme de la période de détachement;

« A compter du jour du débarquement, si la période de détachement est expirée au moment de la rentrée en France.

« Sous réserve des dispositions spéciales aux congés de convalescence prévues par l'article 48 ci-dessus, le temps éventuellement et exceptionnellement passé par le fonctionnaire, postérieurement à l'expiration du détachement ou à la remise à la disposition, dans une position autre que celle d'expectative de réintégration devra, en tout cas, être déduit des maxima fixés ci-dessus, tant au point de vue de la durée du congé d'expectative que de la solde y afférente.

« III. — Sans changement.

« IV. — Sous réserve des dispositions de l'article 48, les congés de toute nature accordés aux fonctionnaires quittant le service des colonies ne pourront, en aucun cas, entraîner le paiement de la solde entière ou partielle pendant plus d'un an ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 novembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux

ARRETE N° 57 promulguant au Togo le décret du 25 novembre 1936 portant modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 25 novembre 1936 portant modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 25 novembre 1936 portant modification des droits de douane sur les fruits et graines oléagineux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 11 janvier 1932 et les lois subséquentes relatives au tarif des douanes;

Vu la loi du 13 août 1936 accordant au gouvernement le pouvoir de modifier, par décret le tarif douanier;

Sur le rapport du président du conseil, du ministre de l'économie nationale, du ministre du commerce, du ministre des travaux publics, du ministre de l'agriculture, du ministre des affaires étrangères, du ministre des colonies et du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau A du tarif des douanes est modifié, à compter du 1^{er} décembre 1936, conformément au tableau ci-après, en ce qui concerne les produits désignés dans ce tableau :

NUMÉRO DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	TARIF	
			GÉNÉRAL	MINIMUM
	Graines et fruits oléagineux :		francs.	francs.
	Arachides :			
	En coques.	100 kilogr.	8 »	8 »
	Décortiquées.	—	11 »	11 »
	Caméline	—	7 10	7 10
	Chênevis	—	8 »	8 »
	Coco ou coprah	—	17 50	17 50
	Colza d'Europe.	—	15 90	15 90
	Coton décortiqué ou non	—	5 20	5 20
	Faines	—	6 »	6 »
	Lin	—	8 »	8 »
	Moutarde y compris colza blanc et roux des			
	Indes	—	9 90	9 90
	Navette	—	15 50	15 50
	Niger	—	9 »	9 »
	Œillette	—	16 »	16 »
	Palmiste	—	11 50	11 50
	Pavot.	—	10 »	10 »
	Ravison	—	7 20	7 20
	Ricin	—	11 »	11 »
	Sésame	—	13 70	13 70
	Soja	—	3 30	3 30
	Touloucouna	—	8 »	8 »
	Autres	—	11 »	11 »

NOTA. — Les notes et renvois du tarif actuel sont maintenus, en tout ce qu'ils n'ont pas de contraire aux dispositions du présent article.

ART. 2. — La tarification des autres marchandises reprises au tableau annexé au décret du 27 mai 1935 sera modifiée par un décret ultérieur.

ART. 3. — Le président du conseil, le ministre de l'économie nationale, le ministre du commerce, le ministre des travaux publics, le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires étrangères, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 novembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
Léon BLUM.

Le ministre de l'économie nationale,
Charles SPINASSE.

Le ministre du commerce,
Paul BASTID.

Le ministre des travaux publics,
Albert BEDOUCÉ.

Le ministre de l'agriculture,
Georges MONNET.

Le ministre des affaires étrangères,
Yvon DELBOS.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre des finances,
Vincént AURIOL.

Convention postale

ARRETE N° 58 promulguant au Togo le décret du 26 novembre 1936 portant application aux colonies de la convention et des arrangements de l'union postale universelle, signés au Caire le 20 mars 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 novembre 1936 portant application aux colonies de la convention et des arrangements de l'union postale universelle, signés au Caire le 20 mars 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 26 novembre 1936 portant application aux colonies de la convention et des arrangements de l'union postale universelle, signés au Caire le 20 mars 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 27 octobre 1936 qui autorise le président de la République à ratifier et à faire exécuter la convention et les arrangements de l'union postale universelle signés au Caire le 20 mars 1934;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ratifiés pour l'ensemble des colonies françaises, protectorats de l'union indochinoise et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun à l'effet d'y être mis en application, les conventions et arrangements ci-après, qui ont été signés au congrès postal universelle du Caire du 20 mars 1934.

1° — La convention postale universelle;

2° — L'arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée;

3° — L'arrangement concernant les mandats de poste;

4° — L'arrangement concernant les colis postaux.

ART. 2. — Dans tous les cas où ces conventions et arrangements laissent aux parties contractantes la faculté d'établir le tarif des droits et taxes, ce tarif sera fixé dans les formes et suivant la procédure en vigueur dans chaque colonie.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 novembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Appellation d'origine

ARRETE N° 59 promulguant au Togo le décret du 29 novembre 1936 rendant applicables aux colonies pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 11 septembre et 14 novembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 29 novembre 1936 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 11 septembre et 14 novembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 29 novembre 1936 rendant applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 11 septembre et 14 novembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets du 23 mars 1931 et du 21 février 1925 déterminant les attributions des Commissaires de la République française au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine déclarée applicable aux colonies;

Vu les décrets des 11 septembre 1936 et 14 novembre 1936 portant définition des appellations contrôlées « Chénas », « Chiroubles », « Fleurie », « Mercurey », « Montagny », « Morgon », « Moulin à Vent », « Pouilly-Fuissé », « Blaye » ou « Blayais », « Côtes-de-Blaye », « Premières-côtes-de-Blaye », « Bourg », « Côtes-de-Bourg », « Bourgeois », « Bordeaux », « Saint-Emilion », « Saint-Georges-Saint-Emilion », « Puisseguin-Saint-Emilion », « Montagne-Saint-Emilion », « Lussac-Saint-Emilion », « Pasac-Saint-Emilion », « Médoc », « Haut-Médoc », « Saint-Julien », « Saint-Estèphe », « Saumur », « Muscadet de Sèvre et Maine », « Muscadet des côtes de la Loire » et « Sancerre »;

Vu les décrets des 20 juillet, 30 septembre et 24 octobre 1936 étendant aux colonies les décrets des 15, 29, 31 mai, 6 août et 11 septembre 1936 concernant la définition des appellations d'origine contrôlées de certains vins, vins mousseux et eaux-de-vie;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarés applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies les décrets des 11 septembre 1936 et 14 novembre 1936 concernant les définitions des appellations d'origine contrôlées :

« Chénas », « Chiroubles », « Fleurie », « Mercurey », « Montagny », « Morgon », « Moulin-à-vent », « Pouilly-Fuissé », « Blaye », ou « Blayais », « Côtes-de-Blaye », « Premières-côtes-de-Blaye », « Bourg », « Côtes-de-Bourg », « Bourgeais », « Bordeaux », « Saint-Emilion », « Saint-Georges-Saint-Emilion », « Puisseguin-Saint-Emilion », « Montagne-Saint-Emilion », « Lussac-Saint-Emilion », « Parsac-Saint-Emilion », « Médoc », « Haut-Médoc », « Saint-Julien », « Saint-Estèphe », « Pauillac », « Anjou », « Anjou-Saumur », « Saumur », « Muscadet de Sèvre et Maine », « Muscadet des côtes de la Loire » et « Sancerre ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française ainsi qu'aux journaux officiels des colonies et territoires mentionnés à l'article 1^{er} et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 novembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Budget annexe du chemin de fer et du wharf

ARRETE N° 60 promulguant au Togo le décret du 30 novembre 1936 approuvant une ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 30 novembre 1936 approuvant une ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 30 novembre 1936 approuvant une ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 30 novembre 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris en conseil d'administration, le 16 septembre 1936, un arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1936.

Cette mesure ne soulevant aucune objection de ma part. J'ai fait pénétrer, pour la ratifier, conformément aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat confirmé à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 1^{er} avril 1936 portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo pour l'exercice 1936;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 350 pris par le commissaire de la République du Togo en conseil d'administration de crédits supplémentaires au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, exercice 1936.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 novembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Indication d'origine

ARRETE N° 61 promulguant au Togo le décret du 2 décembre 1936 rejetant une délibération du conseil d'administration du territoire du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 2 décembre 1936 rejetant une délibération du conseil d'administration du territoire du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 2 décembre 1936 rejetant une délibération du conseil d'administration du territoire du Togo relative à l'indication d'origine de certains produits.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial, ensemble les décrets des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931 qui en ont fixé les modalités d'application;

Vu la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers;

Vu les décrets du 16 avril 1936 du conseil d'administration du territoire du Togo placé sous mandat de la France, publiée sous forme d'avis au journal officiel de la République française du 9 septembre 1935 concernant l'application de ces décrets dans le territoire;

Vu les avis du ministre des finances, du ministre du commerce et du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rejetée la délibération en date du 3 août 1936 du conseil d'administration du territoire du Togo placé sous mandat de la France, tendant à soustraire certains articles importés dans le Territoire à la réglementation édictée par les décrets du 16 avril 1936 concernant l'indication d'origine de divers produits.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 2 décembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

ARRETE N° 62 promulguant au Togo les décrets du 16 avril 1936 relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1937 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les décrets du 16 avril 1936 relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France les décrets du 16 avril 1936 relatifs à l'indication d'origine de certains produits étrangers.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

(Voir J. O. R. F. du 22 avril 1936 p. 4289).

Statut international des réfugiés

ARRETE N° 63 promulguant au Togo le décret du 3 décembre 1936 portant promulgation de la convention relative au statut international des réfugiés, signée à Genève le 28 octobre 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 3 décembre 1936 portant promulgation de la convention relative au statut international des réfugiés, signée à Genève le 28 octobre 1933;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 3 décembre 1936 portant promulgation de la convention relative au statut international des réfugiés, signée à Genève le 28 octobre 1933.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

(Voir J. O. R. F. du 5 décembre 1936 p. 12547).

Personnel colonial

ARRETE N° 64 promulguant au Togo le décret du 6 décembre 1936 complétant le décret du 13 janvier 1934 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 mars 1932 en ce qui concerne le classement dans la catégorie de certains emplois aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 6 décembre 1936 complétant le décret du 13 janvier 1934 règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 mars 1932 en ce qui concerne le classement dans la catégorie B. de certains emplois aux colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 6 décembre 1936 complétant le décret du 13 janvier 1934 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 mars 1932 en ce qui concerne le classement dans la catégorie B de certains emplois aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu l'article 75 de la loi du 31 mars 1932 ainsi conçu :

« La classification actuelle des emplois entre emplois sédentaires et emplois actifs est supprimée. Les emplois seront divisés en services de la catégorie A et services de la catégorie B. Des règlements d'administration publique établiront la nomenclature des emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles qui seront rangés dans les services de la catégorie B et qui donneront lieu aux avantages actuellement réservés aux services actifs.

« Les fonctionnaires et employés civils passant des services actifs à la catégorie A conserveront le bénéfice des services de la catégorie B pour les années de services qu'ils ont déjà fournies dans les services actifs »;

Vu le décret du 13 janvier 1934 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 76 de la loi du 31 mars 1932, en ce qui concerne les colonies;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des emplois classés par l'article 1^{er} du décret du 13 janvier 1934 dans la catégorie B prévue par l'article 75 de la loi du 31 mars 1932 comme présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles, et lorsqu'ils sont effectivement occupés hors d'Europe, est complété par addition des emplois suivants :

Gouverneur général et gouverneur des colonies, résident supérieur en Indochine.

Inspecteur général, ingénieur en chef, ingénieur et ingénieur adjoint d'agriculture.

Directeur, inspecteur, sous-inspecteur d'agriculture (ancienne formation) (pour les agents restés soumis au régime des pensions de l'Etat en exécution des décrets des 4 décembre 1908 et 1^{er} août 1921, art. 20).

Instituteurs communaux et institutrices de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane.

Instituteurs détachés en service spécial (mêmes colonies).

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 décembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre des finances,
Vincent AURIOL.

ARRETE N° 65 promulguant au Togo le décret du 6 décembre 1936 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 août 1936 relative à la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 6 décembre 1936 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 août 1936 relative à la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 6 décembre 1936 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 18 août 1936 relative à la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.

MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles et militaires;

Vu le règlement d'administration publique du 21 décembre 1928 et le tableau B y annexé;

Vu l'article 21 de la loi du 30 juin 1930;

Vu l'arrêté 75 de la loi du 31 mars 1932;

Vu la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté et notamment l'article 1^{er}, paragraphe 3, ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera également les échelons de la limite d'âge en ce qui concerne les fonctionnaires coloniaux visés au tableau B du décret du 21 décembre 1928 et leur classification dans les différents échelons »;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires des cadres coloniaux soumis au régime des pensions civiles sont répartis, pour chaque catégorie, en ce qui concerne l'âge d'admission à la retraite, dans les différents échelons prévus au présent décret et au tableau y annexé.

ART. 2. — Pour l'ensemble des fonctionnaires et employés civils des cadres coloniaux de la catégorie A, la limite d'âge est fixée à 60 ans.

ART. 3. — Les emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles, classés dans la catégorie B prévue par l'article 75 de la loi du 31 mars 1932, sont répartis dans les différents échelons de cette catégorie, conformément aux dispositions du tableau annexé au présent décret.

ART. 4. — L'application des limites d'âge mentionnées au présent décret et au tableau y annexé, ne peut être étendue par voie d'assimilation à des emplois qui n'y sont pas inscrits.

ART. 5. — Le fonctionnaire qui, sans cesser d'appartenir à son cadre d'origine, occupe hors de ce cadre une fonction publique, est soumis à la limite d'âge fixée pour son cadre d'origine.

ART. 6. — Les fonctionnaires de l'enseignement qui atteindraient la nouvelle limite d'âge le 1^{er} avril 1937 pourront être maintenus en fonctions jusqu'au 30 septembre 1937, si les nécessités du service l'exigent. Le maintien en fonctions sera prononcé par le ministre des colonies pour les professeurs et par le gouverneur pour les répétiteurs et pour les instituteurs.

ART. 7. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 décembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Marius MOUTET.

Le ministre des finances
Vincent AURIOL.

ECHELONS DE LA LIMITE D'AGE

PERSONNEL COLONIAL CLASSÉ A LA CATÉGORIE B.

DÉSIGNATION DES SERVICES	LIMITE D'AGE 60 ANS	LIMITE D'AGE 57 ANS	LIMITE D'AGE 56 ANS	LIMITE D'AGE 55 ANS
Administrateur des colonies	—	—	Administrateur en chef des colonies.	Administrateur et administrateur-adjoint des colonies.
Administrateur des services civils de l'Indochine .	—	—	Administrateur de 1 ^{re} classe.	Tous les autres administrateurs
Agriculture	—	—	Inspecteur général, ingénieur en chef.	Ingénieur et ingénieur-adjoint, directeur, inspecteur, sous-inspecteur (ancienne formation).
Enseignement (personnel des vieilles colonies) . .	—	—	—	Instituteurs et institutrices.
Garde indigène de l'Indochine	—	—	—	Tous les emplois.
Garde indigène de Madagascar	—	—	—	Tous les emplois.
Gouvernement des colonies	Gouverneur général.	Gouverneur résident supérieur.	—	—
Eaux et forêts (personnel des vieilles colonies) . .	—	—	—	Brigadiers et gardes.
Phares	—	—	—	Tous les emplois énumérés au décret du 13 janvier 1934.
Ports et rades	—	—	—	Capitaines, lieutenants et sous-lieutenants de ports.
Pilotage et canotage . . .	—	—	—	Tous les emplois.

Vu pour être annexé au décret du 6 décembre 1936.

Le Président de la République française,
ALBERT LEBRUN.

Le ministre des colonies,
MARIUS MOUTET.

Le ministre des finances,
VINCENT AURIOL.

Répression des fraudes

ARRETE N° 66 promulguant au Togo le décret du 12 décembre 1936 tendant à l'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, de la loi du 30 décembre 1931 et du décret du 4 octobre 1932 sur la répression des fraudes dans le commerce de l'essence de térébenthine et des produits résineux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 12 décembre 1936 tendant à l'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, de la loi du 30 décembre 1931 et du décret du 4 octobre 1932 sur la répression des fraudes dans le commerce de l'essence de térébenthine et des produits résineux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 12 décembre 1936 tendant à l'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, de la loi du 30 décembre 1931 et du décret du 4 octobre 1932 sur la répression des fraudes dans le commerce de de térébenthine et des produits résineux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1937.
MONTAGNE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu les articles 7 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo et le Cameroun confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 30 décembre 1931 tendant à réprimer la fraude dans le commerce de l'essence de térébenthine et des produits provenant des végétaux résineux, et le décret du 4 octobre 1932 portant application de cette loi dans la métropole;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles déclarée applicable aux colonies; ensemble les divers décrets portant règlement d'administration publique pour l'application dans les colonies de ladite loi;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, il est interdit d'employer la dénomination « essence de térébenthine » et toute dénomination contenant le mot « térébenthine » ou des combinaisons, dérivés ou imitations de ce mot pour désigner un produit autre que celui spécifiquement défini à l'article 3 ci-dessous.

ART. 2. — Il est également interdit d'employer les dénominations d'essence de pins, de bois ou de résines, d'huiles de pins ou de résine, ainsi que toute dénomination contenant les mots « terpène » ou « pinène » et combinaisons, dérivés ou imitations de ces mots chaque fois que leur emploi peut créer une confusion dans l'esprit de l'acheteur sur la nature de ces produits tels qu'ils sont déterminés à l'article 5 ci-dessous.

ART. 3. — L'essence de térébenthine est un liquide incolore dont la densité n'est jamais inférieure à 0,860 à la température de 15 degrés centigrades; elle se compose de terpènes; elle commence à bouillir sous la pression de 760 millimètres de mercure, à une température supérieure à 152 degrés et doit fournir à la distillation au moins 90 p. 100 de son poids au-dessous de 170 degrés centigrades.

Elle doit provenir actuellement exclusivement et directement de la distillation, à une température inférieure à 180 degrés, des sucs oléo-résineux, obtenus par gemmage des diverses variétés de pins vivants qu'il est d'usage loyal et constant de cultiver en vue de la fabrication de l'essence de térébenthine. Le gemmage est l'opération qui consiste à provoquer l'écoulement des sucs oléo-résineux du tronc de l'arbre vivant, par une entaille ou tout autre moyen, et à récolter ces sucs plusieurs fois dans la saison. Les dénominations « gemmes » et « térébenthine » sont réservées aux produits ainsi obtenus.

ART. 4. — Les dispositions de l'article qui précède ne font pas obstacle à l'emploi du mot « térébenthine » pour désigner, conformément aux usages loyaux et constants :

1^o — Les produits à base de sucs oléo-résineux des diverses variétés de pins, tels que la « pâte de térébenthine » ou la « térébenthine de Bordeaux », dénomination employée pour désigner la gemme fluidifiée et purifiée par les procédés normalement en usage, ayant subi de ce fait éventuellement un traitement thermique ou une addition d'essence de térébenthine et dans certains cas, d'huile de résine, à l'exclusion de tout autre solvant;

2^o — Les produits à base de sucs oléo-résineux de conifères ou de térébinthacées dont les dénominations comportent le mot « térébenthine » suivi de l'indication d'un lieu géographique ou de tout autre qualificatif et figurent dans les éditions de la pharmacopée française.

ART. 5. — Sous le nom « essence de pin » il faut entendre les produits qui sont tirés du bois de pin et les produits secondaires de bonne qualité tels que les essences résiduelles provenant du traitement de l'essence de térébenthine pour la fabrication de la terpène, du terpinéol et du camphre synthétique. Les essences de pin commencent à bouillir à une température supérieure à 150 degrés centigrades sous une pression de 760 millimètres de mercure et doivent fournir à la distillation au moins 85 p. 100 de leur poids avant 190 degrés centigrades.

Les « essences de bois » sont les produits extraits du bois mort des divers conifères ainsi que les essences secondaires ne présentant pas les caractères ci-dessus données pour les essences de pin. Ces produits doivent fournir à la distillation, sous une pression de 760 millimètres de mercure, 80 p. 100 au moins de leur poids entre 80 degrés et 200 degrés centigrades.

Les « huiles de pin » sont les produits qui proviennent de la fabrication des essences de pin ou des essences de bois qui fournissent à la distillation sous 760 millimètres de mercure au moins 80 p. 100 de leur poids entre 170 degrés et 230 degrés centigrades.

« L'essence de résine » et « l'huile de résine » sont les produits qui proviennent de la distillation des résines naturelles des conifères et des brais résineux et qui distillent en majeure partie sous une pression de 760 millimètres de mercure, à une température comprise entre 120 degrés et 240 degrés centigrades pour les essences de résine et à une température supérieure à 240 degrés pour les huiles de résine.

Les terpènes sont les différents carbures d'hydrogène qui composent les essences de térébenthine et de pin. Le pinène est l'un de ces terpènes.

ART. 6. — Les récipients dans lesquels les produits visés aux articles 3, 4 et 5 du présent décret sont détenus en vue de la vente, mis en vente ou vendus, doivent porter la dénomination du produit qu'ils contiennent. Les mêmes indications doivent figurer, à l'exclusion de toutes autres, sur les prospectus, réclames, affiches, prix courants et tous papiers de commerce.

ART. 7. — Après l'expiration d'un délai d'un an suivant la promulgation du présent décret, les produits fabriqués tels que les vernis, les peintures, les encaustiques, les cirages et autres produits dans lesquels le solvant volatil n'est pas toujours constitué exclusivement par de l'essence de térébenthine ou toute essence de produits résineux quelconque (essences de pin, de bois ou de résine, terpènes, pinène) ne pourront être présentés au public comme contenant l'une de ces essences sans que soit indiquée la proportion centésimale exprimée en poids dans laquelle l'essence de térébenthine ou l'essence de produits résineux intervient dans la quantité totale du mélange des solvants volatiles employés.

Cette indication devra obligatoirement précéder ou suivre immédiatement le nom de ces essences; elle devra figurer, abréviation en caractères typographiques de mêmes dimensions que ce nom et être disposée de façon à ne pas le dissimuler sur les emballages, prospectus, réclames, prix courants et papiers de commerce, tableaux réclames et affiches.

ART. 8. — Les infractions aux dispositions du présent décret sont recherchées et constatées par tous officiers de police judiciaire.

En ce qui concerne les colonies pour lesquelles est intervenu un décret portant règlement d'administration publique en vue de l'application de la loi du 1^{er} août

1905, les recherches et constatations desdites infractions pourront être effectuées également par les autorités qualifiées aux termes de ces décrets pour opérer des prélèvements en matière de fraude.

Ces recherches et constatations de même que les prélèvements d'échantillon, leur analyse, et l'expertise contradictoire s'effectueront dans les colonies suivant les règles fixées par lesdits décrets.

ART. 9. — Ces infractions seront punies des peines prévues par la loi du 1^{er} août 1905.

ART. 10. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du département des colonies et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 décembre 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies.

Marius MOUTET.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Assesseurs près de la cour d'assises du Togo

Dakar, le 30 décembre 1936

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924 portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 8 août 1920 créant un tribunal de première instance à Lomé (Togo);

Vu le décret du 2 septembre 1933 portant modification du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française et spécialement les articles 281 et suivants de ce code;

Vu les listes de notables susceptibles d'être désignés comme assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1937;

Sur la proposition du chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont désignés pour former le collège des assesseurs près la cour d'assises du Togo pour l'année 1937 :

1^{re} LISTE

M.M. Caron Jules, 32 ans, ingénieur à Lomé,
Charles Pierre, 38 ans, ingénieur à Lomé,
Curtat-Cadet Georges, 41 ans, commerçant à Lomé,

Duroni Albert, 37 ans, agent des Chargeurs Réunis à Lomé,

Eychenne Raymond, 32 ans, commerçant à Lomé,

Larrere Joseph, 36 ans, commis principal du trésor à Lomé,

Menou Pierre, 45 ans, directeur de la B.A.O. à Lomé,

Moquay Armand, 53 ans, officier de port à Lomé,

Pinelli Roch, 37 ans, agent comptable à Lomé,

Pradier François, 44 ans, préposé du trésor à Lomé,

M.M. Saint Cricq, 37 ans, commis du trésor à Lomé,
Trosselly Antoine, 35 ans, commerçant à Lomé.

2^e LISTE

Laugier Maurice, 31 ans, ingénieur des travaux publics à Lomé,

Robert Alexandre, 56 ans, inspecteur des produits à Lomé,

Sanson Pierre, 38 ans, administrateur-adjoint des colonies à Lomé.

ARTICLE 2. — Le chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

*Pour le gouverneur général,
le secrétaire général chargé des affaires courantes,*

GEISMAR.

Par le Gouverneur général, Commissaire de la République,

*Le président de la cour d'appel
chef p. i. du service judiciaire,*

P. BOULARD.

Dakar, le 30 décembre 1936.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1924 portant réorganisation de la justice française en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 8 août 1920 créant un tribunal de première instance à Lomé (Togo);

Vu le décret du 2 septembre 1933 portant modification du code d'instruction criminelle en Afrique occidentale française et spécialement l'article 253 de ce code;

Sur la proposition du chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Toqué Louis, contrôleur des douanes à Lomé, est nommé membre fonctionnaire près la cour d'assises du Togo pour l'année 1937.

ART. 2. — Le chef du service judiciaire de l'Afrique occidentale française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

*Pour le gouverneur général,
le secrétaire général chargé des affaires courantes,*

GEISMAR.

Primes aux planteurs de caféiers

DECISION N° 27 accordant des primes à des planteurs togolais de caféiers.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 82 du 30 janvier 1936 déterminant les conditions dans lesquelles des primes peuvent être attribuées aux planteurs togolais de caféiers;

Sur la proposition de la commission prévue à l'article 2, de l'arrêté du 30 janvier 1936 susvisé;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont attribuées dans les conditions fixées par l'arrêté du 30 janvier 1936 susvisé, les primes ci-après aux planteurs togolais de caféiers dont la liste suit :

PLANTEURS	VILLAGE	PRIME
Chef Ankou	Kpadafé	50 frs
Théophile Ankou	—	15 —
Klousse Apelive	—	20 —
Kpedou Yevéde	—	30 —
Fougla Gnongnon	Yewiefé	30 —
Félix Anipa	—	30 —
Mathias Kpogé	—	30 —
Yao Galo	—	15 —
Anipa Ekpe	—	15 —
Amenouvo Yawo	—	25 —
Dotse Yawo	—	25 —
Segnan Koudamé	—	20 —
Fiawoyito Ahablou	—	25 —
Adjado Tséde	—	30 —
Efram Tete	Nyivé	15 —
Agnomi Zui	—	20 —
Kossi Kouma	—	20 —
Joseph Kossi	—	15 —
Thomas Kodjo	—	20 —
Kossi Dogbé	—	20 —
Raphaël Gale	—	20 —
John Bouaka	Mayondi	15 —
Emmanuel Kouakou	—	40 —
Pius Dekou	—	15 —
Bernard Tsogbe	—	20 —
Koffi Doumassi	—	30 —
Dagadou Koklo	—	30 —
Raphaël Tsevia	—	15 —
Adaï Tsogbe	—	30 —
Femati Dekou	—	35 —
David Amomoe	Wouamé	40 —
Beincharde Amomoe	—	20 —
Christophe Dza	—	40 —
Manefred Abasso	—	30 —
Robert Konou	—	30 —
Amegnokou Nobo	Gbalave Aveno	15 —
Karl Tsogbe	—	75 —
Yao Eglé	—	15 —
Bonane Hevi	Gbalave Tsadomé	10 —
Sevanou Ahli	—	15 —
Nicou Abotshi	—	25 —
Chef Tsomdjo	Tové Agbessia	30 —
Stanislas Agbeko	—	30 —
Raphaël Assou	—	40 —
Abotshi Adjogou	Atchavé	15 —
Chef Attiakoto	Adamé	30 —
Begnelou Akligou	Nyitoe	15 —
Marteinos Akoli	Klonou	15 —
Koffi Tsia	Nyogbo Agbetiko	40 —
Sogo Amelepe	—	40 —
Komlan Hoto	—	30 —
Assafo Ahadjji	Nyogbo Agbetiko	30 —
Kodjo Tse	—	30 —

PLANTEURS	VILLAGE	PRIME
Siegfried Zogli	Akplolo	40 frs
Tse Ntsougan	—	25 —
Salomon Tsekpoe	—	30 —
David Koffitse	Blakpa	60 —
Atakli Gamon	—	50 —
Boutame Amoussou	Petehi	10 —
Christian Adabra	Apegamé	50 —
Julius Apetse	—	30 —
Christian Ayi	—	40 —
Hermann Ahadjji	—	30 —
Totson Apelevo	Koumahou	100 —
Nicolas Foli	—	50 —
Djime Dali	Atigbé Bayeme	25 —
Agbotomi	Assahoun Fiagbé	25 —
Mensa Djabodo	Keboù Etoe	40 —
Théobald Kouassitse	Kpimé Tomegbe	100 —
Yaovi Sohoun	— Seva	100 —
Théophile Djodjobou	Lavie Apedomé	20 —
Chef Adjameda Gadjetou	—	50 —
Koutadjo Frantz	Kpele Govié	50 —
Amegan Vigno	— Goudevé	40 —
Abotsi Clément	—	30 —
Dovi Solenyahou	— Kaye	40 —
Hermann Amefia	— Kpovie	50 —
Edoh Aylessi	— Tsavie	50 —
Chef Adewounou Adjimah	—	40 —
Chef Kouvi	— Agavé	20 —
Paul Tete	— Agbano	20 —
Emile Adjai	—	30 —
Mossi Adjaho	—	40 —
Koffisino	Palimé	40 —
Tsetsofia Washman	—	40 —
Amegbor Victor	—	50 —
Emile Kpeto	—	40 —
Amadou Agbalou	—	20 —
Comlan Adjassi	Haingba Todji	20 —
Nougnagbe	Koudjiraga (Daye)	20 —
Antoine Anani	Koussoumtou	20 —
Robert Apetscho	Yoh	50 —
Godwin Tsally	—	50 —
Helontse, sous-chef	—	40 —
Boko Gligbe	Tomégbé	50 —
Komigan	—	40 —
Chef Gassou	Bogo Achlo	40 —
Alphonse Kokodoko	Kpodji	20 —
Raphaël Ayissa	Kouma Tsamé	40 —

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1937.

MONTAGNE.

Sociétés indigènes de prévoyance

DECISION No 28 mettant des moto-concasseurs à la disposition des sociétés de prévoyance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'instruction générale du 16 janvier 1905 sur la comptabilité des matières;

Vu l'arrêté du 7 décembre 1934 promulguant le décret du 3 novembre 1934 relatif à la création des sociétés indigènes de prévoyance dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et prêts mutuels;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1935 portant création de sociétés indigènes de prévoyance dans les cercles du Togo et approuvant les statuts de ces sociétés;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont mis à la disposition des sociétés indigènes de prévoyance du Togo trois motos-consasseurs Colin acquis sur les fonds du compte « encouragement à l'agriculture ».

ART. 2. — Ces appareils sont répartis de la façon suivante :

Un à la société de prévoyance du cercle du centre.
Deux à la société de prévoyance du cercle du sud.

ART. 3. — Les frais de transport, de manutention, d'installation, de fonctionnement et de réparation de ces appareils sont à la charge des sociétés.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1937.

MONTAGNE.

Ouverture d'un poste de douane

ARRETE No 41 créant un poste de douane à Kétaou (cercle du nord) ouvert aux importations et aux exportations.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo, placé sous mandat de la France, et notamment l'article 118 de ce décret;

Sur la proposition du chef du service des douanes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un poste de douane à Kétaou (cercle du Nord) ouvert aux importations et aux exportations.

ART. 2. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté, applicable à compter du 18 janvier 1937, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et inséré au journal officiel du Togo.

Lomé, le 14 janvier 1937.

MONTAGNE

Budget de la commune mixte de Lomé

ARRETE No 42 autorisant la commune mixte de Lomé à s'imposer en 1937 et lui attribuant certaines recettes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de contribution, de fonctionnement, le régime financier et administratif des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte de Lomé est autorisée à s'imposer en 1937 des centimes additionnels au principal des contributions directes jusqu'à concurrence de cinq centimes.

ART. 2. — Il est attribué pour 1937 à la commune mixte de Lomé :

1^o — Quatre cinquièmes du produit de :
Taxe fixe de l'impôt personnel (européens et indigènes);

Impôt sur la population flottante.

Impôt des patentes et licences.

Taxe sur les véhicules.

Impôt sur les propriétés bâties.

Impôt sur propriétés non bâties.

2^o — Totalité du montant du rachat des prestations.

ART. 3. — Il est attribué pour 1937 à la commune mixte de Lomé trois quarts du produit des amendes infligées par les tribunaux de simple police, de police correctionnelle et les juridictions contentieuses. Pour les contraventions et délits commis sur son territoire.

ART. 4. — Il est attribué pour 1937 à la commune mixte de Lomé trois quarts de produits des amendes administratives et des amendes prononcées par les tribunaux indigènes pour les infractions commises sur son territoire.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1937.

MONTAGNE.

Régime pénitentiaire

ARRETE No 43 portant modification à l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 réorganisant le régime pénitentiaire au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} septembre 1933 portant réorganisation du régime pénitentiaire dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté du 15 septembre 1933 fixant le siège des prisons et déterminant l'affectation de certaines d'entre elles;

Vu l'arrêté n° 276 en date du 3 août 1936 fixant la composition de la commission de surveillance des prisons;

Attendu que le décret du 19 septembre 1936 susvisé a porté à deux le nombre des membres indigènes du conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commission de surveillance des prisons du Territoire est composée ainsi qu'il suit :

Le président du tribunal de 1 ^{re} instance.	<i>Président</i>
Le chef du service de santé ou son délégué,	
Le chef du service des travaux publics ou son délégué,	
Un administrateur des colonies désigné par l'administrateur supérieur,	<i>Membres</i>
Un membre indigène du conseil d'administration désigné par l'administrateur supérieur ou, à défaut, son suppléant.	

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 janvier 1937.

MONTAGNE.

Prime aux cafés exportés

ARRETE N° 45 fixant la prime à payer aux cafés exportés pendant le premier trimestre de l'année 1937.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu la loi du 31 mars 1931 portant création de caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc et établissant une taxe spéciale sur les produits coloniaux français et étrangers;

Vu le décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 susvisée;

Vu l'arrêté du 22 février 1933 réglementant l'attribution de la prime à l'exportation des cafés;

Vu l'arrêté 366 du 30 septembre 1936 fixant la prime à payer aux cafés exportés;

Vu le radiotélégramme n° 12 du 18 janvier 1937 du Gouverneur Général de l'A. O. F., Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La prime prévue à l'article 17 du décret du 31 mai 1931 susvisé est fixée à quarante centimes (0,40) par kilogramme pour les exportations effectuées du 1^{er} janvier au 31 mars 1937 inclus.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 janvier 1937.

MONTAGNE.

Santé publique

ARRETE N° 47 plaçant les subdivisions limitrophes du Togo sous mandat britannique et de la Gold-Coast sous le régime du danger imminent pour la santé publique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 11 novembre 1929 relatif à la protection de la santé publique au Togo;

Vu l'arrêté n° 633 du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre général et permanent à appliquer en vue de prévenir l'extension du typhus amaryl au Togo;

Vu l'arrêté n° 634 du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre général, temporaire et définitif destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu les télégrammes nos A 6/37, A 7/37 des 17 décembre 1936 19 et 20 janvier 1937 du gouverneur de la Gold-Coast;

Sur la proposition du délégué du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les subdivisions limitrophes du territoire du Togo sous mandat britannique et de la Gold-Coast sont placées sous le régime du danger imminent pour la santé publique prévu à l'arrêté n° 634 du 23 octobre 1933 (titre premier).

ART. 2. — Les infractions aux dispositions prévues par l'arrêté n° 634 du 23 octobre 1933 seront sanctionnées par les peines fixées par le décret du 11 novembre 1929 relatif à la protection de la santé publique au Togo.

ART. 3. — Les commandants de cercle, les chefs des subdivisions intéressées à qui, vu l'urgence, les dispositions du présent arrêté seront notifiées télégraphiquement, le chef du service des douanes, le délégué du chef du service de santé et le délégué du chef du service du chemin de fer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché partout où besoin sera.

Lomé, le 22 janvier 1937.

MONTAGNE.

NOTE de service au sujet protection sanitaire de la ville de Lomé.

Par suite de l'arrêté de mise en état de danger imminent de la région frontière de la Gold-Coast et du Togo britannique (maladie 10), l'exécution des mesures suivantes sera assurée par les forces de police :

A — PROTECTION DE LA VILLE DE LOMÉ

Sera assurée par la compagnie de milice, fournissant les postes suivants :

1° — Route d'Aflao, (douane) au terrain d'aviation : (Carrefour route lagunaire).

1 Sous-officier indigène,

2 Caporaux,

15 Miliciens.

CONSIGNE

a) de jour : Interdire le franchissement de la route frontière par tout indigène venant de Gold-Coast sans

passer par le poste sanitaire d'Aflao (douane) ou route de Palimé.

b) *de nuit* : de 18 heures à 6 heures : interdire tout franchissement ou toute circulation sur la route pour les européens, comme pour les indigènes.

Barrer la route.

2^o — *Route lagunaire* : (Carrefour route de Palimé).

1 Caporal,

4 Miliciens.

CONSIGNE

a) *de jour* : Interdire le franchissement de la route lagunaire à tout indigène dans le secteur compris entre le poste de la route d'Aflao et la route de Palimé sans passer par le poste sanitaire du carrefour de la route de Palimé.

b) *de nuit* : Interdire de 18 heures à 6 heures toute circulation pour les européens comme pour les indigènes.

3^o — *Route lagunaire* : (Carrefour voie ferrée — quartier d'Ahanoukopé).

1 Caporal,

4 Miliciens.

Mêmes consignes pour le secteur route de Palimé — Camp de la milice.

Poste sanitaire : au carrefour.

4^o — *Route lagunaire* : (Carrefour route d'Atakpamé-Amoutivé).

1 Caporal,

6 Miliciens.

Mêmes consignes pour le secteur : Route du Champ de tir (inclus), 250 au-delà du carrefour à l'est.

Poste sanitaire : au carrefour.

NOTA. — En cas de litige avec des européens pour la circulation nocturne, prendre le numéro de l'auto, si possible; mettre un planton sur la voiture et la faire conduire à l'hôpital.

B — SURVEILLANCE MOBILE NOCTURNE

a) Une surveillance mobile nocturne aura lieu entre les différents postes de la compagnie de milice et le poste des douanes d'Aflao. Elle sera assurée par des patrouilles ou des hommes de liaison armés toutes les deux heures entre chaque poste.

Poste 1 et 3 : heures impaires.

Poste 2 et 4 : heures paires.

b) Une surveillance mobile nocturne sera assurée dans le secteur frontière Aflao — Ségbé (douane) par une patrouille circulant en automobile dans la nuit, sous les ordres d'un sous-officier européen des forces de police.

Elle aura lieu à des heures fixées par le commandant d'armes.

Tous les sous-officiers des forces de police y participeront (tour à régler par l'adjudant-chef Conseil).

Consigne : Arrêter tout indigène circulant de nuit entre 18 heures et 6 heures et l'amener au commissariat de police de Lomé.

Effectif de la patrouille : 4 miliciens du poste d'Aflao (route circulaire).

NOTA. — Tous les soirs à 16 heures, le sous-officier européen chargé de la patrouille se mettra en liaison avec le chef de la brigade des douanes de Lomé (M. Astier), pour connaître les patrouilles organisées par le service des douanes.

C — POSTE DE CONTRÔLE MÉDICAL DE SANGARA

Un poste de contrôle médical sera installé à Sangara (route de Palimé — Lomé). Il sera assuré par le dépôt des gardes.

Effectif : 3 gardes-cercles, dont 1 1^{re} classe ancien.

MISSION

a) Faciliter le contrôle sanitaire exercé de jour par un infirmier dans les trains et sur la route.

b) *de nuit* : Interdire toute circulation sur la route. Téléphoner à l'hôpital en cas de litige avec un européen.

D — DATE DE MISE EN APPLICATION

23 janvier à 6 heures.

NOTA. — Seul le commandant des forces de police, et le personnel européen des forces de police est autorisé à circuler la nuit pour le contrôle d'exécution de ces différentes mesures.

Circulation de l'or

ARRETE N° 48 abrogeant l'arrêté n° 367 du 3 octobre 1936 prohibant toutes les sorties d'or du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 367 du 3 octobre 1936 prohibant toutes les sorties d'or du territoire du Togo;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 9 du 20 janvier 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 367 du 3 octobre 1936 prohibant toutes les sorties d'or du territoire du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 janvier 1937.

MONTAGNE.

Liquidation des droits de fonctionnaires indigènes décédés

Lomé, le 19 janvier 1937.

CIRCULAIRE aux Commandants de cercle et tous services.

A l'occasion d'une enquête récente, mon attention a été appelée d'une façon toute particulière sur les inconvénients, je dirai même l'inhumanité, de l'application de certaines procédures réglementaires pour le paiement aux ayants droits d'un agent décédé, de la solde et de toutes allocations éventuelles pouvant leur revenir. Il est exigé par les règles de la comptabilité un bulletin de décès, un certificat d'hérédité — A priori l'obtention de telles pièces ne paraît devoir se heurter à aucune difficulté, mais pratiquement les gens qui sont appelés à les fournir sont ignorants des choses de l'administration, ne savent à quelle porte frapper, et s'imaginent que pour les obtenir leur présence est indispensable. Si un décès a eu lieu dans un poste différent de celui de la résidence, la réunion des pièces nécessitera de la part des parents des déplacements coûteux. Il ne vous échappera pas que ces difficultés apportées à une prompt réalisation des droits du défunt au profit de ses héritiers directs, sont susceptibles de provoquer des réactions justifiées, car souvent la veuve et les enfants attendent impatiemment le versement de cette dernière solde.

Je vous serais donc obligé, à l'avenir, dès la mort d'un agent placé sous vos ordres, de prendre toutes

mesures pour faire réunir les pièces nécessaires au règlement rapide de sa succession. Vous devrez guider et conseiller les parents pour une prompt réalisation de tous leurs droits.

A cet égard, je vous signale tout particulièrement les dispositions de l'arrêté n° 582 du 22 décembre 1935 qui a prévu en faveur de la veuve et des enfants d'un agent décédé l'allocation d'un secours. En principe cette allocation doit faire l'objet d'une demande, mais souvent la veuve et les enfants ignorent les avantages auxquels ils peuvent prétendre, et la disposition généreuse du texte sus-visé reste toute platonique dans bien des circonstances. Je vous prie, dès que la mort d'un agent dépendant de vos services est parvenue à votre connaissance, de prendre les renseignements nécessaires pour connaître sa situation de famille et de m'adresser sans délai, une demande de secours, en spécifiant le nombre de femme, si le défunt était polygame. De même que pour les pensions de retraites qui sont en A.O.F. réparties également entre les femmes, le secours peut être partagé. Il y aura lieu cependant de joindre au dossier un certificat de notoriété précisant que la femme était bien mariée avec le défunt, vivant avec lui d'une façon habituelle.

J'attacherai un prix tout particulier à ce que vous veilliez personnellement à l'application de ces directives dont les buts humains et bienveillants ne sauraient vous échapper. L'indigène est sensible à la sympathie qui lui est accordée dans le deuil, et cette sympathie doit se manifester par la rapidité apportée à un prompt règlement de toutes les sommes qui peuvent revenir à la famille du défunt; sommes dont la perception revêt quelquefois pour elle un caractère d'urgente nécessité.

MONTAGNE

Sociétés de prévoyance.

Lomé, le 23 janvier 1937.

CIRCULAIRE à Messieurs les commandants de cercle.

Le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo dispose en son article 3 qu'il ne peut être créé qu'une société par cercle. A cette époque le Togo comprenait six cercles correspondant aux grandes régions naturelles du Territoire.

Depuis cette date, par arrêté du 4 septembre 1936, les circonscriptions territoriales ont été remaniées et, à l'heure actuelle, le Togo ne compte plus que trois grands cercles. Par voie de conséquence les sociétés de prévoyance qui, à l'origine, étaient au nombre de six sont maintenant réduites à trois.

J'ai lu avec intérêt les rapports que vous m'avez adressés dont il ressort que, sous votre vive impulsion, les sociétés ont répondu au but poursuivi par le législateur dans cette première phase.

Il apparaît qu'une condition indispensable de vie pour les sociétés de prévoyance est que ces organismes doivent reposer sur un cadre répondant au but qu'ils poursuivent et à leurs moyens d'action. Ce cadre doit coïncider avec les limites des régions naturelles et formant des entités ethniques, et cela s'avère plus indispensable encore dans les pays à évolution économique avancée.

Compte tenu des résultats obtenus ailleurs, en particulier en Afrique occidentale française, la question peut se poser de savoir s'il ne conviendrait pas d'intensifier et de spécialiser l'activité des sociétés de prévoyance par une décentralisation opportune rendant possible une action conjuguée de tous les instants

entre l'administrateur, le service de l'agriculture, et dans chaque canton, le chef de canton et les notables.

Si la subdivision constitue présentement, sauf de légères modifications de frontière à étudier le cas échéant, la région naturelle, c'est le canton qui est la cellule politique et économique du Territoire. A l'intérieur du canton, la société de prévoyance pourra poursuivre une action plus profonde qui lui permettra de mener à bien les initiatives hardies et fécondes. (Création de fermes modèles, extension de l'élevage et amélioration du cheptel, conditionnement des produits, mesures à prendre en vue de la vente dans les meilleures conditions des produits des adhérents).

Le togolais se prête admirablement à ces expériences et il répondra, j'en suis persuadé, avec enthousiasme à ces mesures de décentralisation qui lui permettront de suivre presque au jour le jour l'exécution des mesures prises dans l'intérêt général.

En bref, à l'état major qui a été utile à la constitution des sociétés et à leurs premiers pas doit succéder, dès que possible, l'organisation de la troupe paysanne.

Je vous prie d'étudier les textes régissant la matière de réfléchir sur les suggestions émises ci-dessus et de me faire savoir dès que vous le pourrez les modifications que l'expérience va vous amener à proposer en vue de perfectionner l'organisation actuelle.

*Le gouverneur des colonies,
administrateur supérieur du Togo,
MONTAGNE.*

Centres d'achats

Lomé, le 23 janvier 1937.

CIRCULAIRE à Messieurs les commandants de cercle

Dans l'évolution rapide par laquelle, sous notre égide, passent les populations du Territoire l'organisation des relations entre les indigènes producteurs et les intermédiaires n'a pu, jusqu'à ce moment, être suffisamment mise au point pour répondre aux deux nécessités suivantes :

- 1° — Connaissance précise par le commerce du stock de matières premières sur lequel il peut compter pour établir ses prévisions et passer ses contrats;
- 2° — Certitude pour le producteur d'obtenir le prix le meilleur possible, compte tenu des circonstances économiques.

J'envisage la création de « centres d'achats » où n'auraient lieu, exclusivement, que des opérations de vente des produits du crû. Ces centres fonctionneraient sous le contrôle des sociétés de prévoyance. Leur nombre serait assez limité afin de grouper le stock maximum de produits et leur emplacement convenablement choisi pour que les frais résultant du transport et de la manutention soient réduits au minimum.

Le centre d'achat devrait connaître, à l'achèvement des récoltes, le stock en produit de telle espèce de la région qu'il dessert. Après étude des conditions économiques du moment il ferait savoir ses prétentions quant au prix minimum quinze jours avant l'ouverture de la campagne. Autant que possible, une seule espèce de produits serait apportée sur le même centre d'achat (il s'agit bien entendu de produits d'exportation).

Je désirerais connaître votre avis sur la création projetée et vous demanderais de soumettre cette question aux conseils de notables ainsi qu'aux conseils d'administration des sociétés de prévoyance.

*Le Gouverneur des colonies,
Administrateur Supérieur du Togo,
MONTAGNE*

Etat civil indigène

Lomé, le 23 janvier 1937.

CIRCULAIRE à Messieurs les commandants de cercle.

L'arrêté n° 438 du 31 juillet 1933 organise l'état civil des personnes régies par les coutumes locales. L'article 25 impose aux chefs indigènes l'obligation de s'assurer que les déclarations relatives à l'état civil sont bien effectuées par les intéressés et, au besoin, y suppléent d'office.

L'arrêté du 6 mai 1936 organisant le commandement indigène comprend dans les attributions des chefs de canton la centralisation des renseignements intéressant l'état civil.

Je désirerais voir tenir régulièrement les registres de l'état civil indigène tout au moins dans les centres ruraux susceptibles de devenir des chefs-lieux de canton suivant l'organisation prévue par l'arrêté du 6 mai 1936. Les chefs pourraient se faire aider des instituteurs et moniteurs en service dans la région.

Je vous prie de m'adresser vos propositions à ce sujet car je voudrais voir fonctionner, à compter du 1er avril prochain, l'état civil dans les centres pouvant servir d'armature à l'organisation cantonale projetée. Cet essai de mise en pratique d'une des attributions essentielles des futures chefs sera plein d'enseignements précieux pour l'organisation définitive de l'administration indigène.

Le gouverneur des colonies,
administrateur supérieur du Togo,
MONTAGNE.

Capacité fiscale des indigènes

Lomé, le 24 janvier 1937.

CIRCULAIRE à Messieurs les commandants de cercle.

La réforme fiscale instaurée en 1937 marque une étape de plus vers une plus équitable répartition des charges. L'élément d'équité n'occupe toutefois pas encore dans le régime fiscal du Togo, ainsi d'ailleurs que dans ceux de nos autres possessions africaines, la place prépondérante qu'il devrait avoir dans la détermination des impositions des indigènes des catégories ordinaires. Pour ceux-ci, en effet, l'ajustement des tarifs à la fortune des contribuables se réduit à l'établissement de taux variables d'une région à l'autre d'après les signes extérieurs de richesse plus ou moins favorables de l'ensemble de la population.

Certes, il ne saurait être question actuellement, bien que cela constitue le but lointain vers lequel nous devons tendre, de chercher à préciser les revenus de chaque imposable et de substituer les rôles nominatifs aux rôles numériques.

Une amélioration hautement désirable me paraît néanmoins susceptible d'être réalisée par la division plus poussée du Territoire en régions d'impositions variables.

Je vous demanderais, à cette fin, de vouloir bien effectuer une enquête très approfondie sur la capacité fiscale des indigènes de votre cercle : ce travail devra être fait par subdivision en prenant pour cellule initiale le canton ou la région naturelle y correspondant si la circonscription n'en comporte pas.

Vous aurez en premier lieu à évaluer approximativement par canton les entrées d'argent consécutives à la vente des produits aux cours pratiqués actuellement et celles probables pour 1937 d'après vos estimations sur les résultats de la prochaine campagne ; il serait nécessaire, dans la mesure du possible, car la matière est évidemment très délicate, de déterminer les bénéfices nets (déduction faite du paiement des salaires et autres dépenses) capitalisés par les très gros producteurs et de les déduire du montant des entrées, ces sommes n'ayant en définitive aucune répercussion sur les conditions d'existence de la masse.

D'autres sources de recettes pourront également être prises en considération : dépenses faites sur place par l'administration, immigration de fonds, etc.

Vous calculerez ensuite les besoins de la population d'après le standard de vie du canton : frais de nourriture en prenant pour base la ration alimentaire normale et achats d'objets manufacturés ou articles d'importation. Pour ce dernier facteur, il sera bon d'évaluer vos estimations très largement, compte tenu de la loi économique de l'augmentation des besoins résultant de l'élévation du degré d'aisance.

En partant de ces données et connaissant le nombre des contribuables, vous déduirez pour chaque canton, la capacité fiscale d'un imposable.

Votre étude devra être accompagnée d'une carte du cercle où figureront seulement les limites des cantons : l'échelle devra en être suffisante pour qu'à l'intérieur de chacun de ces cantons vous puissiez faire référence aux mentions suivantes :

Population
Nombre de contribuables
Ressources
Dépenses.

Il est bien entendu que le souci d'une trop grande précision ne doit pas constituer une entrave pour l'exécution de ce travail dont l'intérêt ne saurait être amoindri du fait qu'il demeure dans le domaine d'une approximation d'ailleurs absolument inévitable.

J'attacherais du prix à ce que les renseignements demandés me parviennent avant le 1er avril.

MONTAGNE.

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo du 16 janvier 1937 page 49.**Arrêté n° 33 du 13 janvier 1937 relatif au taux des patentes**

QUALIFICATIONS		CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
GROUPE C				
COMMERCE				
<i>au lieu de :</i>				
Importation	Maison faisant directement l'importation ou l'exportation	1	5.400	
Exportation	Maison ne faisant que l'importation ou l'exportation	2	3.700	

QUALIFICATIONS		CLASSE	TAUX	OBSERVATIONS
<i>Lire :</i>				
Importation	Maison faisant directement l'importation et l'exportation	1	5.400	
Exportation	Maison ne faisant que l'importation ou l'exportation	2	2.700	
Le reste sans changement.				

ACTES CONCERNANT LES PERSONNELS EUROPÉEN ET INDIGÈNE

Personnel européen

Mutations

Par décision n° 11 du :

13 janvier 1937. — Les mutations suivantes sont prononcées en ce qui concerne le personnel des administrateurs des colonies en service dans le cercle du sud :

M. Vuillet, administrateur adjoint de 1^{re} classe des colonies est nommé chef de la subdivision de Tsévié et président du tribunal du premier degré en remplacement de M. Pic, administrateur de 3^e classe des colonies, qui conserve ses fonctions de chef de la subdivision de Lomé et de président du tribunal du premier degré de Lomé.

Il assurera également les fonctions d'agent spécial, de régisseur de la prison de la subdivision et celles de secrétaire-comptable de la section de Tsévié de la société de prévoyance du cercle du sud.

M. Roche, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est nommé adjoint au commandant du cercle du sud et président du tribunal du deuxième degré du dudit cercle.

PERSONNEL INDIGÈNE

Commission de classement

Par décision n° 10 du :

13 janvier 1937. — Une commission composée de :
M. M. Toqué Louis, chef du service des douanes

Président

Astier Arthur, brigadier des douanes }
Cancel, commis des services civils } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président en vue d'établir le tableau d'avancement du cadre des gardes-frontières pour l'année 1937.

M. Astier est nommé rapporteur de la sus-dite commission.

Affectations

Par décisions n° 9, 13 et 14 du :

13 janvier 1937. — Le mécanicien-conducteur auxiliaire Fidelius Koudaho, en service au garage central, est affecté à la subdivision sanitaire de Palimé, en remplacement du mécanicien-conducteur de 4^e classe Gbevey Christophe, titulaire d'un congé.

L'infirmier de 1^{re} classe Adjivon Philippe, en service au dispensaire de Tsévié est affecté au dispensaire de

Gapé en remplacement de l'infirmier de 5^e classe Edjossan Pascal, titulaire d'un congé.

Le surveillant auxiliaire de 3^e classe des P. T. T. Kpodar Augustin, précédemment en service au bureau de Lomé est affecté à Bassari, en remplacement du surveillant auxiliaire de 1^{re} classe des P. T. T. Zekpa Ignace, titulaire d'un congé.

Sont rapportées les décisions ci-après portant nomination d'agents postaux :

Décision N° 119 du 26 septembre 1935 en ce qui concerne le facteur auxiliaire Lassay Nathaniel nommé comme agent postal à Nuatja.

Décision N° 235 du 20 juin 1936 nommant le chef de train de 7^e classe Mathias Joseph comme agent postal à Anié.

Décision N° 379 du 3 septembre 1936 nommant le facteur-enregistreur de 1^{re} classe Jacob Agbodjan comme agent postal à Pagala.

Décision N° 381 du 5 octobre 1936 nommant le facteur-enregistreur de 2^e classe Dedry Vincent comme agent postal à Blita.

Décision N° 382 du 5 octobre 1936 nommant le facteur-enregistreur de 4^e classe Jean Adovi comme agent postal à Agbelouvé.

Sont nommés :

Agent postal à Blita, le facteur-enregistreur de 4^e classe Adovi Jean.

Agent postal à Pagala, le chef de train de 8^e classe Adalbert Benoît.

Agent postal à Akaba, le chef de train de 8^e classe Maurice Zinssou.

Agent postal à Anié, le facteur auxiliaire Amouzou Boniface.

Agent postal à Nuatja, le facteur-enregistreur de 2^e classe Dedry Vincent.

Agent postal à Agbelouvé, le facteur auxiliaire Lassay Nathaniel.

Nominations

Par décision n° 19 du :

13 janvier 1937. — Sont engagés en qualité de moniteurs auxiliaires pour servir dans l'enseignement privé de la mission catholique :

Anipah Georges	Odonkor Arnold
Dantse Linus	Adayi Pierre
Gnemenya Etienne	Ametepe Jean
Kodjo Martin	

Il sera alloué à chacun de ces agents auxiliaires un salaire journalier de 6 f, 66 par journée de classe et de 3 f, 33 pour les jeudis, dimanche et vacances scolaires.

Par arrêté n° 24 du :

13 janvier 1937. — Est agréé en qualité d'inspecteur auxiliaire stagiaire de police et mis à la disposition du chef du service de police et de sûreté le nommé N'Sougan Gabriel Zoumavo.

Augmentation de salaires

Par décision n° 23 du :

13 janvier 1937. — Les salaires mensuels alloués aux commis auxiliaires Edorh Thomas et Amaizo Kuévi Charles affectés au service météorologique sont portés à 200 francs.

Admission à l'école d'agriculture

Par décision n° 16 du :

13 janvier 1937. — Sont admis à suivre les cours de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo, les élèves dont les noms suivent :

Kouegan Ambroise,

Lawson Samuel,

Napporn Théophile.

Sanctions disciplinaires

Par décisions n° 8, 17 et 20 du :

13 janvier 1937. — Une punition de 8 jours de suspension de solde est infligée au garde d'hygiène auxiliaire Adjegan Christian, en service à la subdivision d'Anécho pour attitude incorrecte dans l'exercice de ses fonctions à l'égard d'un particulier.

Un blâme avec inscription au dossier est infligé à l'inspecteur auxiliaire de police Comlan Paulin en service à Sokodé.

Le chef de gare de 6^e classe d'Almeida Faustin est suspendu de ses fonctions pour absence irrégulière.

Démission

Par décision n° 21 du :

13 janvier 1937. — Est acceptée pour compter du 1^{er} décembre 1936, la démission offerte par l'expéditionnaire auxiliaire Boccovi Christian, en service au chemin de fer.

Congé hors cadre

Par arrêté n° 23 du :

13 janvier 1937. — Un congé hors cadres d'un an, sans solde, valable du 1^{er} février 1937 au 31 janvier 1938 inclus, est accordé à l'infirmier de 5^e classe Anani Robert, en service à l'hôpital de Lomé pour mettre en valeur l'exploitation agricole qu'il possède à Mission Tové.

Commission d'enquête

Par arrêté n° 25 du :

13 janvier 1937. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. Berard, administrateur adjoint de 2^e classe des colonies *Président*

Membres :

Fréau, adjoint de 2^e classe des services civils

Gouineau, commis radio de 2^e classe

D'Almeida Antoine, commis d'administration de 1^{re} classe

Lawson Jacob, commis d'administration de 3^e classe

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du commis radio de 7^e classe Dahouenou.

Elle devra répondre à la question suivante :

Le commis radio Dahouenou a-t-il fait preuve d'incapacité professionnelle et de mauvaise manière habituelle de servir ?

La commission donnera ensuite son avis sur la sanction à infliger à l'agent en cause en se prononçant d'abord sur la peine la plus élevée.

M. Gouineau est nommé rapporteur de la commission.

FORCES DE POLICE

Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour un an à compter du :

1^{er} janvier 1937. — Amidou, adjudant, N° Mle 149, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Bonkpasse, brigadier de 1^{re} classe, N° Mle 936, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Louis Apou, garde de 1^{re} classe, N° Mle 134, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Moussa, garde de 1^{re} classe, N° Mle 183, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Kouakou Kondé, garde de 1^{re} classe, N° Mle 238, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Baligui, garde de 1^{re} classe, N° Mle 708, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Nabea, garde de 2^e classe, N° Mle 696, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Douti II, garde de 2^e classe, N° Mle 698, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Goma, garde de 2^e classe, N° Mle 996, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé).

Garba Fifani, brigadier de 1^{re} classe, N° Mle 104, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

Doha Dotoba, brigadier de 2^e classe, N° Mle 200, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

Immabola, garde de 1^{re} classe, N° Mle 258, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

Adam, garde de 1^{re} classe, N° Mle 931, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

Alfa, garde de 2^e classe, N° Mle 689, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

Bonkpasse II, garde de 2^e classe, N° Mle 967, du peloton du centre (subdivision de Klouto).

1^{er} février 1937. — Sembikou, garde de 2^e classe, N° Mle 1018, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Kikagui, garde de 2^e classe, N° Mle 1060, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

2 février 1937. — Dasio Firmin, garde de 2^e classe, N° Mle 1037, de la police et sûreté.

15 février 1937. — English, brigadier de 2^e classe, N° Mle 667, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

16 février 1937. — Sosson Emile, brigadier de 2^e classe, N° Mle 935, de la police et sûreté.

1^{er} mars 1937. — Ali Doussoko, brigadier de 2^e classe, N° Mle 802, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

8 mars 1937. — Zoto Gaston, garde de 1^{re} classe, N° Mle 862, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Napala, garde de 2^e classe, N° Mle 861, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Anani, garde de 2^e classe, N° Mle 863, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

10 mars 1937. — Atakati, garde de 2^e classe, N° Mle 284, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

11 mars 1937. — Moussa Kandé, garde de 1^{re} classe, N° Mle 915, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Kouassi II, garde de 1^{re} classe, N° Mle 865, de la police et sûreté.

15 mars 1937. — Fossaga, garde de 1^{re} classe, N° Mle 821, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

16 mars 1937. — Babalem, garde de 2^e classe, N° Mle 908, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

21 mars 1937. — Padi Douiti, garde de 2^e classe, N° Mle 822, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

23 mars 1937. — Barck Lambou, garde de 2^e classe, N° Mle 825, du peloton du sud (subdivision de Lomé).

Affectations

a) — Est annulée, l'affectation au peloton du nord du garde de 1^{re} classe Kounabé Gondo, N° Mle 1103, prononcée par arrêté N° 11 du 5 janvier 1937.

Le garde Kounabé Gondo reste affecté au peloton de dépôt (Lomé) pour compter du 1^{er} janvier 1937.

b) — Est affecté au peloton du nord pour compter du 1^{er} janvier 1937, le garde de 1^{re} classe Nata, N° Mle 1105, du peloton de dépôt (Lomé).

DIVERS

Allocations aux jeunes métis

Par décision n° 29 du :

14 janvier 1937. — Sont accordées pour l'année 1937, les allocations aux jeunes métis indigents ci-après :

CIRCONSCRIPTION	ETABLISSEMENT	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLO- CATION	PERSONNES DÉSIGNÉES POUR PERCEVOIR LES ALLOCATIONS	OBSERVATIONS
Commune-mixte de Lomé		Eugénie Ablavi	3 ans	0,50	Josephine Ablavi	
—		Gertrude Adjowa	6 —	0,50	Akouélévi	
—		Yaovi	1 an	0,50	Josepha Gbadamassi	
—		Nicolas Ayawo	3 ans	0,50	Akpénou	
—		Maria Ablavi	13 —	1,40	Gnantomougna	
—		Christian Koffi	4 —	0,50	Jules Abieoa	
—		Alexandre Alassani	2 —	0,50	Amadou Adama	
—		Céline Akouavi	12 —	1,40	Stéphan Agbavon	
—		Julien Komlan	3 —	0,50	Marguerite	
—		Eugène Komlanvi	1 an	0,50	Frédérica Diogo	
—		Victoria Akoua	1 —	0,50	Maria Kossiwa	
—		François Kouassi	5 ans	0,50	Alougba	
—		Marcellin Yaovi	9 —	0,75	François Adégnika	
—		Robert Koffi	9 —	0,75	Dopé	
—		Noël Labadie	13 —	1,40	Père Werlé	
—		Suzanne Akouavi	13 —	1,40	Johnson Romuald	
—		Kossi	15 —	1,40	Bernardine Acolatsé	
—		Emmanuel Abalovi	10 —	1,40	—	
—		Wilhel. Rawstron	13 —	1,40	Cathérine Shalley	
—		Freda Rawstron	11 —	1,40	—	
—		Frantz Kouassi	12 —	1,40	Rose Abavi	
—		Hermann	13 —	1,40	Jacob Gaba	
—		Alphonse	13 —	1,40	Clément Ekoué	
—		Henri	10 —	1,40	Confort Alougha	
—		Noël Kouassivi	10 —	1,40	Kossiwa	
—		Frédéric Adolphe ⁽¹⁾	15 — $\frac{1}{2}$	1,40	Cathérine Shumel	(1) Allocation due jusqu'au 24/5/37 exclus, date à laquelle l'ayant droit aura 16 ans révolus.
—		Daniel Kokou	11 —	1,40	Allou	
—		Emmanuel Soly	14 —	1,40	Julia Guerguen	
—	Internat des Sœurs de Lomé	Yvonne Koudja	7 —	1,50	Mme. Marie Lichtle (en religion Sœur Gallican)	
—		Francisca Adjowa	7 —	1,50	—	
—		Marguerite Badaoui	8 —	1,50	—	
—		Georgette Djata	3 —	1,00	—	
—		Mireille	3 —	1,00	—	
—		Thérèse Asara	7 —	1,50	—	
—		Antoinette Tourré ⁽²⁾	15 — $\frac{1}{2}$	2,00	—	(2) Allocation due jusqu'au 25/4/37 exclus, date à laquelle l'ayant droit aura 16 ans révolus.
—		Martina Cossa	15 —	2,00	—	
—		Jeanne Leclerc	14 —	2,00	—	
—		Pierrette Awuymond	14 —	2,00	—	
—		Christine Bornel	12 —	2,00	—	
—		Confort Croft	12 —	2,00	—	
—		Marcelle Campoa	13 —	2,00	—	
—		Georgina Book	10 —	2,00	—	
—		Jeanne Mafaï	10 —	2,00	—	
—		Madeleine Ajavon	10 —	2,00	—	

Commissions

Par décisions des :

18 janvier 1937. — Une commission composée de :
 M.M. Le chef du service des travaux publics
 du Togo et son délégué *Président*
 Le chef du service météorologique,
 L'officier commandant l'Escadrille de
 l'A. O. F. en croisière au Togo,
 Le président de l'Aéro-club du Togo,
 Le receveur des domaines, } *Membres*

se réunira sur convocation de son président pour délimiter le périmètre exact du terrain de secours principal de Lomé, et les bandes et trouées d'envol prescrites comme « servitudes » par l'instruction ministérielle.

Un géomètre du service topographique sera adjoint à cette commission et chargé des travaux sur le terrain.

13 janvier 1937. — Une commission composée de :
 M.M. Laugier Maurice, délégué du chef des services
 des T. P., du chemin de fer et du
 wharf *Président*
 M.M. Lhuissier, chef ouvrier d'art des
 P. T. T. chef du garage central
 Cancel, comptable gestionnaire du
 magasin général } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président en vue de procéder au recensement de fin d'année du matériel, matières et objets du garage central de Lomé.

Commission de surveillance des prisons

Par décision n° 36 du :

20 janvier 1937. — M. Sanson, administrateur adjoint des colonies, chef du bureau des finances et de la comptabilité, est nommé membre de la commission de surveillance des prisons du Territoire.

Par décision n° 30 du :

16 janvier 1937. — Sont nommés membres de la commission de surveillance des prisons du Territoire :

Membre titulaire :

M. Félicio de Souza, membre titulaire du conseil d'administration ;

Membre suppléant :

M. Tamakloe, membre suppléant du conseil d'administration.

Création de société

Par arrêté n° 44 du :

19 janvier 1937. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France la création d'une société musicale dénommée la « Symphonie Togolaise ».

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 22 du :

13 janvier 1937. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Messanvi Chomafo, né vers 1896 à Badougbe Adjomé, de Agbéméto et de Gbemenou, condamné à 1 an de prison par jugement du tribunal criminel de Lomé pour détournement de deniers publics.

Paierie de Lomé

Par décision n° 35 du :

19 janvier 1937. — M. De Saint Alary, administrateur des colonies, inspecteur des affaires administratives, est désigné pour constater la situation de l'encaisse et du porte-feuille de la paierie de Lomé au 8 janvier 1937, après la clôture des opérations de la journée.

Il sera dressé un procès-verbal de cette vérification.

Peste bovine

Par arrêté n° 26 du :

13 janvier 1937. — Le canton de Guérin-Kouka, subdivision de Bassari, cercle du nord, est déclaré infecté de peste bovine.

La circulation des troupeaux de bovidés est formellement interdite dans ce canton pendant la durée de l'épizootie.

L'administrateur du cercle du nord prendra toutes mesures de protection et de désinfection et sera chargé de l'exécution du présent arrêté.

Secours aux sinistrés

Par décision n° 26 du :

14 janvier 1937. — Sont accordés ci-après aux sinistrés du quartier Zongo d'Atakpamé dont les noms suivent :

Chef du Zongo	50 francs
Malani Awah	25 —
Danyaro	17 —
Assouma	17 —
Aba	17 —
Amadou	50 —
Garba Nafada	17 —
Mama Fodio	25 —
Kouranga	25 —
Ibrahim	75 —
Sedou	17 —
Adam	17 —
Moussa	50 —
Housseni	17 —
Amidou	17 —
Dramani	17 —
Hassan	17 —
Togoma	17 —
Tanko	17 —
Awoanatou	100 —
	607 francs

ADDITIF à la liste des prix de détail des produits de première nécessité.

MOUTONS

Autres morceaux	1 ^{re} qualité 5 frs.
	2 ^e qualité 4 frs. 50

PORCS

Autres morceaux	1 ^{re} qualité 5 frs.
	2 ^e qualité 4 frs. 50

Cours des changes

Livre sterling	: 105,15
Dollar	: 21,437
Belga	: 3,61
Franc Suisse	: 4,906

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

PASSEZ VOS

Plans d'Immatriculation

et

Ceux de Construction

chez

ALFRED C. AYITEY

GÉOMÈTRE ET DESSINATEUR PATENTÉ

ANCIEN AIDE-TOPOGRAPHE DE LA MISSION DE DÉLIMITATION

(FRANCO-BRITANNIQUE)

ET ANCIEN DESSINATEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Avenue des Alliés

LOMÉ

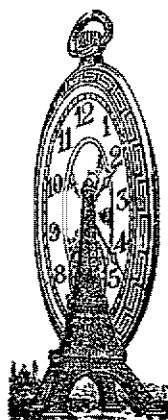
Angle rue Thiers

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

JOYEROT & JACOT

23, rue Gambetta — BESANÇON — France



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires.

Facilités de paiement

Représentants sont demandés